

PRÉFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
Service de l'environnement, de l'aménagement  
et des collectivités locales

**Commune de Blois**

**ARRETE N° 04-3121**

**Autorisant la ville de Blois à poursuivre l'exploitation de son unité de  
traitement des eaux résiduaires urbaines se rejetant dans la Loire**

**LE PREFET DE LOIR-ET-CHER,**

VU le code de l'environnement,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, pris pour application de l'article L 214-1 et suivants du code de l'environnement,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L 214-1 et suivants du code de l'environnement,

VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L2224-8 et L 2224-10 codifiées dans le code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux mentionnées aux articles L2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales,

VU le S.D.A.G.E. du bassin Loire-Bretagne approuvé le 26 juillet 1996,

VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 1989 fixant les prescriptions de rejet en Loire des effluents de la station d'épuration de Blois pour une durée de 15 ans.

VU la demande de renouvellement d'autorisation de rejet en Loire déposé par la ville de Blois le 24 juin 2003,  
VU le rapport du Directeur départemental de l'équipement en date du 17 novembre 2003,  
VU l'avis du conseil départemental d'hygiène émis lors de sa réunion du 9 décembre 2003,  
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003 autorisant la ville de BLOIS à poursuivre l'exploitation de sa station d'épuration des eaux résiduaires urbaines dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 1989 susvisé,  
VU la communication du projet d'arrêté faite le 23 décembre 2003 au Directeur Général de la santé en vue d'une consultation éventuelle du conseil supérieur d'hygiène publique de France,  
VU l'avis de M. le Préfet de la Région Centre, coordonnateur du bassin Loire Bretagne en date du 1<sup>er</sup> mars 2004,  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRETE

### Article I : Définition de l'installation autorisée

#### I.1 - Autorisation

La ville de Blois est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa station d'épuration des eaux résiduaires urbaines, effectuant un rejet dans la Loire et située sur son territoire communal, au lieu-dit « Les Grands Champs ».

#### I.2 - Nature de l'activité

La station d'épuration des eaux usées est de type « boues activées » avec déphosphatation. Elle reçoit pour partie ou en totalité les eaux usées des communes de Blois, Chailles, Fossé, La-Chaussée-St-Victor, Ménars, St-Denis-sur-Loire, St-Gervais-la-Forêt, St-Sulpice-de-Pommeray, Villebarou, Villerbon, Vineuil. Sa capacité de traitement journalière est de 6 200 kg de DBO<sub>5</sub>/j.

Son activité relève de la rubrique 5.1.0, station d'épuration dont le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière est supérieure à 120 kg DBO<sub>5</sub>/j, de la nomenclature des opérations soumises à autorisation en application de l'article 214-1 et suivants du code de l'environnement.

#### I.3 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation expirera le 31 décembre 2018. Elle cessera de plein droit, à cette date, si elle n'est pas renouvelée.

## **Article II : Dispositions techniques**

### **II.1 - Implantation**

Le système de traitement est implanté sur la commune de Blois, au lieu-dit « Les Grands Champs », sur les parcelles cadastrées BM 279.

Le dispositif de rejet est situé sur la rive gauche de la Loire, au PK 391.

### **II.2 - Domaine de fonctionnement**

Le système de traitement est dimensionné pour traiter les eaux usées de type domestique dont les caractéristiques sont les suivantes :

a) par temps sec :

Paramètres	Valeur maximale admissible
Volume maximum sur 24 h	24 000 m <sup>3</sup> /j.
Débit instantané de pointe	1 700 m <sup>3</sup> /h
DBO <sub>5</sub>	4 800 kg/j
DCO	16 800 kg/j
MES	7 200 kg/j.
NGL	1 100 Kg/j
Pt	260 kg/j.

b) par temps de pluie ou avec vidange des bassins d'orage

Paramètres	Valeur maximale admissible
Volume maximum sur 24 h	48 000 m <sup>3</sup> /j
Débit instantané de pointe	2 000 m <sup>3</sup> /h
DBO <sub>5</sub>	6 200 kg/j
DCO	21 600 kg/j
MES	23 900 kg/j.
NGL	1 400 Kg/j
Pt	430 kg/j.

## II.3 - Qualité de l'effluent épuré

### a) Concentration et rendement épuratoire

Les caractéristiques de l'effluent traité doivent répondre aux caractéristiques suivantes en concentration de rejet ou en rendement épuratoire :

Paramètre	Concentration maximale des échantillons moyen journalier	Rendement minimum journalier de la station d'épuration
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	90 %
DCO	90 mg/l	80 %
MES	30 mg/l	90 %

Paramètre	Concentration moyenne maximale sur l'année civile, et sur la période 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre	Rendement épuratoire moyen minimum, sur l'année civile, et sur la période 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre
NGL	10 mg/l	70 %
Pt	1 mg/l	80 %

Paramètre	Flux de pollution maximal rejeté sur 24 h, par temps de pluie	Flux de pollution maximal rejeté sur 24 h, par temps sec
DBO <sub>5</sub>	620 kg/j	480 kg/j
DCO	4 320 kg/j	2.430 kg/j
MES	1 440 kg/j	720 kg/j
NGL	700 kg/j	550 kg/j
Pt	96 kg/j	96 kg/j

### b) Température

La température instantanée doit être inférieure à 27°C.

### c) Le PH

Le PH doit être compris entre 6 et 8.5.

### d) La couleur

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

### e) L'odeur

L'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale; il ne doit pas en dégager après 5 jours d'incubation à 20°C.

**f) Substances capables d'entraîner la destruction du poisson**

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner un caractère létal, de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique, après son mélange avec les eaux de la Loire, à 50 m à l'aval du point de rejet et 2 mètres de la berge.

### **Article III : Exploitation de l'unité de traitement**

#### **III.1 - Déchets et sous-produits**

Les déchets et sous-produits qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des filières agréées à cet effet, permettant d'assurer la protection de l'environnement.

#### **III.2 - Devenir des boues issues de l'unité de traitement**

Les boues produites seront valorisées conformément au plan d'épandage en vigueur.

#### **III 3 - Stockage**

Les produits chimiques et les réactifs nécessaires au fonctionnement de l'unité de traitement sont stockés dans des récipients étanches.

#### **III 4 - Dysfonctionnement**

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage, de nature à porter atteinte à l'environnement, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L 211-5 du code de l'environnement.

#### **III 5 - Maintenance**

L'exploitant informe préalablement le service de la police des eaux des périodes d'entretien et de réparation prévisible ainsi que de la consistance des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité du rejet. Il devra prendre toutes dispositions pour limiter les atteintes au milieu naturel.

### **Article IV : Autosurveillance et suivi**

#### **IV 1 - Plan du réseau**

Un plan du réseau de collecte raccordé à l'unité de traitement est tenu à jour. Sur ce document figurent notamment, l'ossature du réseau, les secteurs de collecte, les postes de relevage, les déversoirs d'orage, les vannes, les postes de mesures.

#### **IV 2 - Programme d'autosurveillance**

L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée conformément au programme ci-après :

Les débits d'entrée et de sortie sont enregistrés en continu.



Les paramètres suivants sont dosés avec la périodicité précisée dans le tableau ci-après :

paramètres	Nombre de mesures par an
MES	156
DBO <sub>5</sub>	104
DCO	156
Boues (volume et matières sèches)	208
NTK	104
NH <sub>4</sub>	104
NO <sub>2</sub>	104
NO <sub>3</sub>	104
NGL	104
Pt	104

Les prélèvements d'échantillons sont effectués sur 24 heures proportionnellement au débit.

Le programme prévisionnel de prélèvement pour l'année « n » est adressé au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année n-1 au service de la police des eaux, pour validation.

Les résultats des mesures effectuées sont transmis mensuellement au service chargé de la police des eaux. Ces résultats, ainsi que tous les incidents survenus, sont portés sur un registre.

#### IV 3 - Conformité du rejet

##### a) Paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO, MES.

Un prélèvement est déclaré conforme s'il respecte les concentrations de rejet ou les rendements épuratoires fixés dans le tableau à l'article II.3.

Le nombre d'échantillons non conformes prélevés dans l'année ne dépassera pas les valeurs suivantes :

paramètres	Nombre maximal d'échantillon non conformes
MES	13
DBO <sub>5</sub>	9
DCO	13

Aucun des échantillons non conformes dépassera les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration maximale
MES	85 mg/l
DBO <sub>5</sub>	50 mg/l
DCO	250 mg/l

##### b) Paramètres NGL et Pt :

Le traitement NGL et Pt est déclaré conforme s'il respecte sur l'année civile et sur la période du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, les concentrations moyennes maximales de rejet ou les rendements épuratoires moyens minimum fixés dans le tableau à l'article II.3.

Aucun des échantillons moyens journaliers ne dépassera les valeurs suivantes :

Paramètres	Concentration maximale
NGL	40 mg/l
Pt	5 mg/l

#### IV 4 - Validité des analyses

Pour assurer la qualité des résultats de l'autosurveillance, si les échantillons prélevés dans ce cadre ne sont pas analysés par un laboratoire agréé, un double échantillonnage sur l'ensemble des paramètres suivis sera adressé à un laboratoire agréé tous les trimestres.

### Article V - Contrôle des installations

#### V 1 - Accès

Les agents chargés de la police des eaux ou de la santé publique ont librement accès aux installations autorisées et notamment aux dispositifs de contrôle.

#### V 2 - Contrôles inopinés

Les agents habilités, mentionnés aux articles L 211.2 et L 216.3 du code de l'environnement, peuvent s'assurer à tout moment, sur demande au pétitionnaire, à l'exploitant, ou par prélèvements directs d'échantillons, de la bonne marche de l'installation et de la qualité des rejets.

Les frais engendrés par ces contrôles sont à la charge à la charge du pétitionnaire.

#### V 3 - Contrôles de l'impact du rejet sur le milieu

Une fois tous les 3 ans, au printemps, le pétitionnaire effectuera un prélèvement hydrobiologique à l'amont du rejet et à environ 50 m à l'aval selon la norme IBG-N. Les sites de prélèvement seront proposés à l'agrément du service chargé de la police des eaux qui sera destinataire des résultats.

### Article VI - Dispositions générales

#### VI 1 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, de la modifier d'une manière temporaire ou définitive, le permissionnaire ne pourrait demander aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

## **VI 2 - Changement de bénéficiaire**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle mentionnée dans la demande de renouvellement de l'autorisation de rejet, le bénéficiaire doit en faire déclaration au préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'installation. Il lui est donné acte de cette déclaration par le préfet.

## **VI 3 - Modification des caractéristiques des ouvrages**

Toute modification apportée à l'ouvrage, entraînant un changement notable, doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

## **VI 4 - Renouvellement éventuel de l'autorisation**

Si le permissionnaire désire obtenir un renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande dans un délai de 12 mois avant la date d'expiration du délai d'autorisation fixé à l'article I.3.

## **VI 5 - Cessation d'activité**

La cessation d'activité définitive, ou pour une durée supérieure à deux ans, de l'installation doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive ou l'expiration du délai de deux ans. Il est donné acte de cette déclaration par le préfet.

En cas de cessation définitive, le permissionnaire est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Le préfet peut décider que la remise en service de l'installation, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, à une nouvelle autorisation, si la remise en service entraîne des modifications de l'installation ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte.

## **VI 6 – Dispositions techniques générales**

Les dispositions prévues dans les 2 arrêtés du 22 décembre 1994 susvisés qui n'ont été ni reprises, ni modifiées dans la présente autorisation, sont applicables à la station d'épuration de Blois.

## **VI 7 – Réserve du droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **VI 8 – Information du public**

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera notifiée à :

- Mr le maire de Blois
- Mr le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Loir et Cher,
- Mr le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- Mr le directeur départemental de l'équipement.

- Un extrait énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché en mairie de Blois pendant une durée minimum d'un mois.
- Un avis sera inséré par les soins du préfet, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de Loir-et-Cher.

## VI 9 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif d'Orléans (28, Rue de la Bretonnerie, 45047 ORLEANS Cedex) :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente autorisation lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la date d'affichage du présent arrêté à la mairie de Blois.

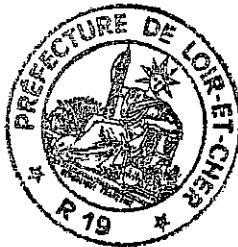
## VI 10 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Le Maire de Blois  
Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Loir et Cher,  
Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
Le Directeur départemental de l'équipement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution des prescriptions du présent arrêté.

Pour Ampliation,  
Le Chef de Bureau,



Annie CRAGNES



Fait à Blois, le 30 juillet 2004

LE PREFET,  
Pierre POUËSSEL